

PRINCIPES GÉNÉRAUX

Services sociaux et services de santé dans le droit de l'Union européenne N° 5

Revue Bimestrielle Septembre-Octobre 2013 pages 767 à 960

Revue de droit sanitaire et social

835

901

908

919

La notion de handicap et ses conséquences : les apports peu éclairants de la Cour de justice de l'Union européenne 843 DROIT DE LA SANTÉ La santé saisie par le social : les contrats locaux de santé Les décisions et pratiques managériales à l'épreuve du droit 868 à la santé au travail..... La responsabilité hospitalière du fait de l'implantation d'une prothèse défectueuse 881 Le Conseil d'Etat et la vente en ligne des médicaments sans ordonnance.... DROIT DE LA PROTECTION SOCIALE Pupilles de l'État : une réforme

en demi-teinte.....

ouvrant le mariage aux couples

Le Conseil constitutionnel face à la loi

de personnes de même sexe...... Handicap et citoyenneté : du droit de vote à l'éligibilité des personnes en situation

de handicap

Dossier

la sécurité sanitaire, alimentaire et environnementale entre droit et science

p. 769

DA



Scommadese

31-35, rue Froidevaux 75685 Paris Cedex 14 Tél. rédaction 01 40 64 53 61 Fax 01 40 64 54 66 E.mail: ma.sebbar@dalloz.fr

PRÉSIDENTE DIRECTRICE GÉNÉRALE, DIRECTRICE DE LA PUBLICATION Sylvie Faye

RÉDACTION

Directeur : Michel Borgetto, Professeur à l'Université Paris II Conseiller scientifique : Elie Alfandari

COMITÉ DE REDACTION

Maryse Badel, Danièle Cristol, Louis Dubouis, Claudine Esper, Jean-Michel de Forges, Sylvie Hennion-Moreau, Francis Kessler, Robert Lafore, Anne Laude, Jean-Philippe Lhernould, Jean-Marc Lhuillier, Philippe Ligneau, Françoise Monéger, Diane Roman, Jérôme Peigné, Thierry Tauran, Pierre-Yves Verkindt, Christophe Willmann

La correspondance concernant la rédaction doit être adressée à : michel.borgetto@orange.fr

DITION

Philippe Weiss, Directeur éditorial Marie-Anne Sebbar, Secrétaire de rédaction

ABONNEMENTS

Relations clients: Yvette Nay

Abonnements:

80, avenue de la Marne 92541 Montrouge Cedex Tél. 0 820 800 017 (0,12 € TTC/mn) Fax 01 41 48 47 92

Abonnement annuel partant du premier numéro de l'année (2013/7 n°) France et DOM : 239,94 € TTC 235 € HT

Étranger : 257,68 €

ÉDITIONS DALLOZ

Société anonyme au capital de 3 956 040 euros

Siège social 31-35, rue Froidevaux Paris 14

RCS Paris 572 195 550 Siret 572 195 550 00098 Code APE 5811Z TVA FR 69 572 195 550 filiale des éditions Lefebvre-Sarrut

CPPAP n° 1117 T 82342 ISSN 0245-9469

ISSN 0245-9469 Imprimerie Chirat

744 rue de Sainte Colombe 42540 SAINT-JUST-LA-PENDUE

© Dalloz - 2013 - La photocopie non autorisée est un délit

7					_		
	D	0	S	S	Ĭ	6	ſ
l .		V	•	•	Ĺ	•	

La sécurité sanitaire; alimentaire et

environnementale entre droit et science :

La réglementation des OGM nous entraîne-t-elle vers la voie de l'insensé ?
par Cécile Moiroud771
Les agences sanitaires : traduction(s) institutionnelle(s) d'un principe fonctionnel ?
par Sara Brimo779
De l'organisation de l'expertise relative aux médicaments, retour d'expérience
par Elisabeth Herail788
Des spécificités de l'évaluation et de la gestion des risques en alimentation par Jean-Loup Allain
Quelle place pour le principe de précaution dans le droit de la responsabilité pénale ?
par Alexandre Gallois801
Les pôles de santé publique, une organisation adaptée aux contentieux en matière de sécurité sanitaire ?
par Pascal Gand813
La gestion des risques sanitaires et du « risque pénal » par une entreprise agroalimentaire
par Hervé Gonnord819
Réflexions conclusives sur le droit de la sécurité sanitaire alimentaire face aux risques
par François Collart Outilleul822

Principes généraux

(Les sources internationales et communautaires

Droit et politique communautaires

Services sociaux et services de santé dans le droit de l'Union européenne (Note sous CJUE, 11 juill. 2013, Fédération des maisons de repos privées de Belgique, aff. C-57/12) par Dorian Guinard.......835

La notion de handicap et ses conséquences : les apports peu éclairants de la de la Cour de justice de l'Union européenne (Note sous CJUE 11 avril 2013, 2e ch., affaires jointes C 335/11 et C 337/11)

par Hervé Rihal et Jimmy Charruau843

S o m m a i r e

N° 5 - SEPTEMBRE - OCTOBRE 2013 BIMESTRIELLE PP. 767 - 960

Droit de la santé	
(La santé publique	
Organisation de la santé publique	
La santé saisie par le social : les contrats locaux de santé par Florence Lerique8	59
► Prévention et protection sanitaires	
Les décisions et pratiques managériales à l'épreuve du droit à la santé au travail Marion Del Sol80	68
(Les établissements de santé	
► Etablissements de santé publics	
La responsabilité hospitalière du fait de l'implantation d'une prothèse défectueuse (Note sous CE, Sect., 25 juillet 2013, Falempin, req. n° 339922) par Jérôme Peigné8	81
(Les produits de santé	
Le Conseil d'Etat et la vente en ligne des médicaments sans ordonnance (Conclusions sur Conseil d'Etat, 17 juillet 2013, n° 365317, 366195, 366272, 366468) par Maud Vialettes8	
Droit de la protection sociale	
(Les actions et prestations	
► Famille et enfance	
Pupilles de l'État : une réforme en demi-teinte : à propos de la loi n°	
2013-673 du 26 juillet 2013 relative à l'arrêté d'admission en qualité de	:
pupille de l'État	
par Yann Favier	
Le Conseil constitutionnel face à la loi ouvrant le mariage aux couples de	2
personnes de même sexe : coup d'arrêt ou coup d'essai de la reconfiguration du droit de la famille ? (Note sous Cons. const., décision n°	
2013-669 DC, 13 maj 2013)	
par Laurence Brunet9	08
► Personnes handicapées	
Handicap et citoyenneté : du droit de vote à l'éligibilité des personnes en situation de handicap	
par Mélanie Lopez9	19
Actualités	
(Actualité jurisprudentielle	33
Assurance maladie, Produits de santé, Sécurité sociale, Régimes spéciaux Yannick Dagorne-Labbé, Jérôme Peigné, Thierry Tauran	
(Actualité législative et réglementaire9	52
▶ 1 ^{er} juillet - 31 août 2013 par Michel Borgetto	
(Actualité bibliographique	55
par Elie Alfandari	